

(Publicité)

gauche fin et suite

« race »

Israël) ? Bref laisser les premières « générations des hommes » (1789 et leurs acquis et à leurs mutations idéologiques et en fonction de la troisième génération ?

est pas si sûr. Pierre-Anthony (CNRS), par exemple souvent vu à l'œuvre dans le cas des premiers de l'UNESCO le « réformisme de l'abolitionnisme » en de vocabulaire, qui ne vient en fait que d'une « notion naïvement centrée sur... »

catégorique encore, le philosophe Etienne Balibar (Paris-I) et à la question « une personne négative », qu'« une telle suppression à la fois injustifiable et... ». D'abord pour une politique : « Décider de... le mot race ne relève ni de la biologie ni de la politique (...). Essayez de changer le sens et l'effet en... hors de France (...). Il est de supprimer l'une des... et l'un des moyens (...). Répression d'un certain... »

Une stratégie euphémisme

parce qu'« on ne peut pas dire « race » dans l'énoncé personnel sans aggraver les effets et nullement secondaires il le comporte (...). Toute personne participerait de stratégies euphémisation à terme... » Par exemple avec le terme de substitution.

parce qu'aux yeux de Balibar il n'existe pas de son dirimante de priver la constitutionnel d'un... à la préférence nationale un cadre qui sera toujours ou prou nationaliste... qui n'interdit pas d'explorer de nouvelles directions... contre la discrimination... force sexuelle, nationalité ou protection du patriarcat... personnelle.

nationalité chez une pénaliste Mayer, Paris-X) l'efficacité : « Je ne sais pas à ce point oublier le... sous prétexte qu'il ne... pas à une réalité scientifique d'avoir peur de la... mots, on finirait par... de la répression. »

stitutionnaliste Olivier (Paris-I), à qui il revient à annuler les conclusions... se déclara d'abord le remplacement du mot... dans la Constitution, de son maintien ou de son pure et simple. Un... « par d'autres... acceptables, tout aussi... juridique et juridique... craindre les redon-

ette recherche du... ajuster idéal et réel... premier aide à corriger... ne se heurte-t-elle pas... une glose rendue inflexible toujours ouverte... nes à protéger et des... à assurer ? Olivier... parut finalement le pen... tant pour finir à une... contraire apurée du... elle (la France) assure... vant la loi de tous sans... de quelque nature que

vert et finalement légi... simple constat de bon... faut ouvrir le chantier... nel, pourquoi cantonne... reprise dans le champ... ade de la seule mise à... tico-politique ?

MICHEL KAJMAN

augmentation des inscriptions des listes électorales. — l'étude de l'INSEE, le nombre d'électeurs qui se sont inscrits sur les listes électorales en 1987, avant l'élection présidentielle de 1988, mais moins de 2,8 millions, soit 10,5 millions en 1987, avant l'élection présidentielle de 1981, où le chiffre était de 3 millions. 1,4 million d'électeurs proviennent de moins de trente ans, soit un million de vingt à vingt-cinq ans (soit trois fois plus qu'en 1980) et 0,5 million de moins de dix-neuf ans.

Le socialisme termine en ce moment un parcours historique. Ses idées les plus généreuses doivent lui survivre. Sa forme totalitaire est morte dans les convulsions. Sa forme démocratique peut présenter un bilan honorable, mais elle est désormais privée de projet, de ressort, de souffle. En France, son échec ne s'explique ni par les limites de l'action gouvernementale, ni par la corruption des hommes, ni par la vigueur de l'adversaire. Il faut le chercher dans l'épuisement de certaines de ses valeurs et de ses finalités.

Mais alors quoi ? Du rêve, ne reste-t-il que la nostalgie et les lamentations ? Nous ne sommes plus disposés à nous enrôler sous la bannière du moindre mal ou du moindre pire. Nous savons que la redéfinition d'un projet innovateur sera longue et difficile. Pourtant nous refusons le renoncement ; et nous sommes résolus à toutes les remises en cause nécessaires pour repenser l'idée de progrès.

Une formule pourrait définir notre méthode : **changer de temps, changer d'échelle, changer de mesure.** Il n'est pas question de fuir un quotidien illisible et inextricable ; il s'agit de rompre avec les fausses alternatives qui, on le sent bien, n'en rendent pas compte ou, pire, s'en éloignent dangereusement. Renouer avec le réel, tisser de nouvelles solidarités, redonner son poids au politique, revitaliser la démocratie imposent ce triple changement de plan.

Changer de mesure, c'est mettre au centre de toute démarche l'individu. Plus encore, c'est poser en principe que l'individualisme peut constituer une nouvelle valeur, aussi éloignée de l'égoïsme que des collectivismes, capable de rompre avec les déterminismes mutilants, d'ouvrir la personne sur le monde, de contribuer à une sociabilité plus riche.

Changer d'échelle, c'est inventer l'Europe, et d'abord faire en sorte que les forces de progrès y instituent une dynamique de débat sur les grands enjeux du moment. A la construction européenne manque une dimension essentielle de la démocratie, celle de la citoyenneté. Et, dans ce débat, il importe de refuser une Europe comme un étroit bunker géopolitique, mais de la proposer comme un modèle de développement ouvert, lui-même moment de la mondialisation.

Changer de temps, c'est affirmer que seul le temps long de l'évolution des systèmes d'organisation et des cadres de vie offre des réponses à la complexité et à l'ampleur des problèmes posés à l'humanité. Les graves risques que fait courir à notre environnement naturel la puissance industrielle accumulée lancent à la société humaine un défi majeur : hors de tout intégrisme technologique ou naturaliste, concevoir un mode de développement pour notre époque.

Ces exigences imposent la prudence, la vigilance, la circonspection dans toute approche du progrès humain. Ces mêmes exigences rendent plus urgents le projet, le dessin, l'utopie. La gauche est mise à mal, son héritage est dévalué, ses ambitions trop souvent infimes ; c'est pour quoi nous l'appelons à ne marchander ni son courage, ni sa lucidité — et d'abord envers elle-même.

• La gauche s'affirme du côté des exclus ; cela suffit-il pour penser le progrès ? Nous craignons que le slogan de la lutte éternelle des « petits » contre les « gros », après n'avoir été qu'une approximation discutable, ne soit simplement dépassé. « Exclure l'exclusion » serait une démarche bien différente.

• La gauche s'est longtemps enfermée dans le couple pervers « patronat de droit divin » contre « propriété

collective des moyens de production », qui a entravé la modernisation et tué le syndicalisme. Sans doute faut-il chercher les bases d'un grand compromis social dans le remplacement de l'antinomie stérile par l'échange conflictuel.

• La gauche a milité pour limiter, contenir ou corriger le marché ; nous pensons qu'il faut aborder le problème autrement : s'employer à en infléchir les « règles du jeu » pour lui faire jouer son rôle au service des fins ultimes de la société.

• La gauche a renoncé à aligner le temps de la politique sur les temps longs de la société. Selon nous, la pensée et l'action politiques, aussi quotidiennes soient-elles, devraient être cadencées par le temps des mentalités, le temps des paysages, le temps des projets.

• La gauche n'a pas suffisamment pris la mesure de la mondialisation des réalités et des esprits. Cette mise à jour serait pourtant nécessaire pour favoriser l'émergence d'une souveraineté planétaire, seule à même de traiter démocratiquement, sans dogmatisme mais avec force, les relations entre progrès et nature.

• La gauche n'a pas su résister à la tentation de créer sans cesse de nouvelles institutions de plus en plus opaques. Il vaudrait sans doute mieux prendre en compte la réalité urbaine, refondre un système territorial vieilli, refuser de se satisfaire des contre-pouvoirs notabiliaires. Il faudrait plutôt envisager un nouvel équilibre des pouvoirs et repenser les modalités de la représentation politique.

Nous pensons bien que ces questions ont peu de chance de trouver immédiatement des réponses pertinentes. Mais nous pensons pourtant qu'il faut absolument les poser, dans une situation politique bloquée, malsaine, dangereuse, désespérante.

De ce point de vue, que dire de l'incapacité des démocrates dans leur ensemble à contenir la poussée national-populiste ? Nous avançons une idée simple : le terrain de l'affrontement politique est aujourd'hui miné ; il faut en changer d'urgence. Il faut tracer au plus vite de nouvelles lignes de clivage qui permettront de réanimer l'espace public de délibération. Nous faisons ce constat : aucun bricolage, aucun ravaudage n'est désormais en mesure de sauver tout ou partie de la gauche politique. Nous ne sommes sans doute pas les seuls à le faire.

Les forces du mouvement ne peuvent jouer leur rôle dans l'évolution de la société que si elles s'emploient à redéfinir, de manière critique et innovante, ce que peut être aujourd'hui le progrès. Cela implique la contribution de tous ceux, quelle que soit leur culture d'origine, qui reconnaissent la nécessité de cette refondation. Cela signifie, à terme, l'auto-dépassement des formations politiques existantes. La première étape décisive, c'est d'instituer un lieu commun d'échange et de dialogue. L'urgence absolue, c'est de lancer le débat d'idées, sous peine de renoncer à tout espoir de redonner une crédibilité politique à la gauche et de transformer la défaite électorale en déroute.

La gauche refondée sera morale ou ne sera pas. Les citoyens n'accepteront de se reconcilier avec la politique que si l'éthique et la raison en forment les valeurs indépensables.

La gauche existe, inventons-la. Travaillons à une utopie moderne et modeste, qui n'oppose plus l'individu et la société, mais esquisse un devenir : rendre possible, d'un même geste, plus d'individu et plus de société.

Dessignons des chemins. Donnons à nos concitoyens le goût des passions publiques de ce temps.

Alain Arvin-Bérod, Nouvelle Gauche, conseiller régional de Rhône-Alpes, Lucien Bonnafé, psychiatre, André Colin, adjoint au maire de Lille, Maurice Duverger, député européen, Paulette Emmanuelli, résistante, ancienne déportée, Gianni Farina, responsable de la fédération française du PDS (ex-PCI), Gérard Garreau, psychiatre, Jacques Guilhaumou, historien, Guy Konopnicki, écrivain, Génération Ecologie, conseiller régional d'Ile-de-France, Vincent Labeyrie, professeur d'écologie, Jacques Lévy, géographe, Jean-Claude Lévy, journaliste, Claude Llabres, animateur du Forum Progressiste, Robert Loidi, député de la Haute Garonne (PS), Mosco, réalisateur, Michel Naudy, journaliste, Christian Ruby, philosophe, Ettore Scola, cinéaste, Antoine Spire, journaliste, Haroun Tazieff, volcanologue, co-fondateur de Génération Ecologie, Henri Weber, conseiller auprès du 1er secrétaire du PS, Jean Ziegler, sociologue, député de Genève...

...et Mohamed Amara, syndicaliste (Dunkerque), Michel Assémat, adjoint au maire des Casoules-lès-Béziers (Hérault), Jean-Michel Ballestro, conseiller municipal de Pézenas (Hérault), Jean-Marie Baldner, professeur, (Créteil), Stéphane Barsony, médecin ancien des brigades internationales en Espagne FTP/MOI (Toulouse), Paul Baudier, conseiller municipal de Besançon, Christophe Becel, architecte (Toulouse), Jacques Brianti, plasticien (Toulouse), Roger Bulle, adjoint au maire de Coudekerque-Branche (Nord), Vincent Calazzo, directeur de la fédération française du PDS (ex-PCI), Jean Cambon, vice-président du conseil général (Tarn-et-Garonne), Gérard Cardin, maire de Corps, conseiller général de l'Isère, Sophie Cathala-Pradal, chargée d'études spectacles (Paris), Suzanne Citron, historienne (Paris), Michel Delvalle, syndicaliste de la sidérurgie, conseiller municipal de Loon-Plage (Nord), Camille Depoire, ingénieur SNCF, Jean-Christophe Desprès, étudiant (Paris), Olivier Dumoulin, maître de conférence (Rouen), Jean-Christophe Durand, technicien informatique (Toulouse), François Favarel, urbaniste (Toulouse), André Fleury, syndicaliste (Val de Marne), André Galan, maire de Montagnac, conseiller général (Hérault), Jean-Claude Galan, maire de Nissan-lès-Enserune (Hérault), Patrick Garcia, historien (Paris), Martine Garreau, chercheur (Val de Marne), Albert Gauche, maire de Mimet (Bouches du Rhône), Jacques Ghetton, délégué à la sécurité aux forges de Gueugnon, Christian Grataloup, professeur agrégé (Seine-Saint-Denis), Françoise Grinon, chargée d'études (Paris), Didier Guinot, inspecteur des postes (Grenoble), Pierre Guiraud, maire de Pézenas, conseiller général de l'Hérault, Michel Hennequin, syndicaliste Solal (Calais), Roger-Bernard Kalaora, sociologue (Paris), Roger Lafouette, syndicaliste, conseiller municipal de Dunkerque (Nord), Guy Laval, psychanalyste, (Paris), Jean-Philippe Leclercq, chef de service des affaires sanitaires et sociales, (Lille), Jean-Claude Lefebvre, délégué au C.E. de la Solal, conseiller municipal de Wormhout (Nord), Yveline Lévy-Piarroux, professeur agrégé (Paris), Denis Linglin, physicien, (Ain), Gérard Montanari, imprimeur (Béziers), Christiane Morel, cadre administratif (Lille), Dimitri Nicolaïdis, historien, (Paris), Maurice Ninitte, adjoint au maire de Charleville-Mézières, Kevin Nouvel, philosophe (Paris), Jean-Pierre Pastre, adjoint au maire à la culture de Béziers, Jo Perci, président du football Club de Grenoble, Serge Pey, poète (Toulouse), Benoite Pfeiffer, chercheur en astro-physique (Toulouse), Jean Guy Pinède, maire de Portes les Valence, vice-président du conseil général (Drôme), Danièle Pollautre, présidente du club « initiatives » (Lille), Jean-Claude Pom-pougnac, professeur (Haut de Seine), Jean-Luc Poulain, responsable d'insertion (Lille), Maurice Ranc, photographe (Arles), Bernard Regnier, adjoint au maire de Besançon, Denis Retaillé, géographe (Rouen), Simon Ronai, urbaniste (Paris), Claude Rossi, adjoint au maire de Fos-sur-Mer, Alain Rossot, maire de l'Isle-d'Abeau, conseiller général de l'Isère, François Saint-Dizier, médecin (Toulouse), Paul Seff, professeur (Toulouse), Jean-Claude Sauret, adjoint au maire de Gignac (Hérault), Maya Sigogneau (Paris), Michel Tassetti, syndicaliste (Besançon), Christian Tytgat, responsable d'entreprises d'insertion (Lille), Paul Villard, avocat (Paris), Maria Vitali, PDS professeur (Dunkerque), Sophie Wahnich, historienne (Paris), Jean-Hugues Wolfshon, comédien (Paris), et de Marseille, des maires d'arrondissements : Maurice Pruneta, Pierre Rastoin, Paul Santacreu, Lucien Vassal, des adjoints au maire de Marseille : Antoinette Guillen, Daniel Palmier, Christian Poitevin, des conseillers d'arrondissements : Abed Sabra, Wabida Trabelsi, des écrivains : Yves Broussard, Alexandre Iskra, Gabriel Vialle, Frédérique Guetaï-Liviani, Maurice Sardou, Jean Todrani, Liliane Giraudon, Jean-Jacques Viton, Olivier Desmarais, Georges Lauris, Olivier Devers, Jean Pierre Ostende, Danielle Robert, Christian Tarting, André Ughetto, Emès-Manuel De Matos, Christophe Fourvel, Christophe Gence, Jean Aron, Inès Osekî-Depré, Michael Gluck, Nicolas Cendo, Hervé Lucien, Christian Gorelli, Thierry de Bono, des peintres : Richard Baquie, Harnut Bosbach, François Bouche, Richard Campana, Jean-Jacques Cecarelli, Yvan Daumas, Jacqueline Guillermain, Georges Guye, L.B. Jonhsen, Piotr Klemensiewicz, André Lauro, François Lombardi, Françoise Martinelli, Jean Claude Mayo, Patrick Michault, Marc Paroncori, Jean Paul Portes, Alain Puech, Maria Roelore, Jean Jacques Surian, Gérard Traquandi, Michèle Sylvander, Pascal Verhena, Michel Zevort, Bénédicte Abergel, des agents territoriaux : Maurice Mathieu, Elda Coda-Sabra, Eric Firino, J.P. Pons, Viviane Midonio, Gérard Spartaïogloci et Gérard Midonio, urbaniste, Berthe Querol, mouvement associatif, Roussin Baumstark, chef d'entreprise...

Pour vous associer à cet appel, transmettez vos noms, prénoms et qualités à Claude Llabres, Mairie de Toulouse, place du Capitole, 31000 Toulouse.

Si vous souhaitez accompagner financièrement cette initiative, vos chèques sont à libeller au nom de Françoise Grinon en précisant: "Gauche fin et suite".